

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 17 JANVIER 1979 - N° 832

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Action palestinienne à Maalot

Samedi 13 janvier, la résistance palestinienne a frappé au cœur de l'État sioniste, à Maalot. L'opération baptisée «*Opération Houari Boumédiène*» visait les spécialistes du déminage de l'armée sioniste. Trois fédayins ont été tués dans l'affrontement qui les a opposés à l'armée israélienne, six soldats israéliens ont été blessés.

La résistance palestinienne vient d'infliger un sérieux démenti à Begin qui comptait que les forces de l'ONU parviendraient à interdire le Sud-Liban aux fédayins. La situation dans cette région est particulièrement tendue, cela à quelques jours de la fin du second mandat de la FINUL. Quatre avions israéliens ont survolé à plusieurs reprises les villes de Tyr et de Saïda au Sud-Liban.

Kampuchéa : URSS - Vietnam de plus en plus isolés

Lire en page 5

PSU : un congrès de crise

Le congrès du PSU, qui vient de se tenir à Saint Etienne, se situe dans une phase de crise militante de ce parti qui a subi de façon importante le contre-coup de l'échec de la gauche. L'orientation qui en est issue ne remet pas fondamentalement en cause la stratégie d'Union de la gauche, même si, dans le cours des débats, des voix se sont élevées pour critiquer le «*sui-visme*» à l'égard des partis de la «*gauche institutionnelle*».

Lire en page 8

Gennevilliers : CES en ruine

Lire en page 4

Départ imminent du Shah MANIFESTATIONS DE JOIE A TEHERAN

Scènes de fraternisation
entre les soldats et les manifestants



LES SIDERURGISTES LORRAINS FACE AU CHOMAGE

Vendredi 12 janvier : la Lorraine était en grève contre les plans de chômage et de misère des barons de l'acier, les travailleurs lorrains ont participé massivement à cette journée, ils ont affirmé leur colère face à l'avenir que leur réservent les patrons de la sidérurgie.

De tous les coins de la Lorraine, des centaines d'autocars sont montés sur Metz. Une manifestation monstre estimée à 80 000 personnes a défilé dans les rues de la ville à partir de 15 heures.

Cette journée ne résoud évidemment pas tous les problèmes. Après cette démonstration massive, la question reste posée : comment parvenir à la construction d'un rapport de forces susceptible de faire reculer les rapaces de l'acier qui licencient les travailleurs par dizaine de milliers et intensifient l'exploitation de ceux qui restent.

Cependant, l'aggravation brutale du taux de chômage, l'absence d'échéances électorales que les partis de gauche puissent agiter créent une situation nouvelle à bien des égards. Nous commençons aujourd'hui la publication d'un reportage réalisé au cœur de la sidérurgie lorraine.

Lire en pages 2 et 3

Le Shah va partir. La joie revient dans les rues de Téhéran. Ce samedi et ce dimanche les manifestations ont été quasi ininterrompues. Des scènes nouvelles dans les rues de Téhéran : des manifestants qui fleurissent des soldats, des soldats qui portent des œillets à la boutonnière de leur uniforme ou dans le canon de leur fusil, des édifices publics, des camions militaires ornés du portrait de l'Ayatollah Khomeiny.

Khomeiny aurait mis en place un conseil de la révolution islamique, il a renouvelé sa mise en garde face à «*la menace d'un coup d'Etat militaire*». Une partie de l'armée n'acceptant pas le départ du Shah.

Lire en page 7

Les sidérurgistes lorrains face au chômage

-1- PRE - RETRAITES, RECLASSEMENTS, MUTATIONS...

DES FICELLES PATRONALES USEES

● 1968, 1971, 1976 : 3 dates, trois plans de restructuration dans la sidérurgie, avec leurs conséquences, des milliers de suppressions d'emplois que les maîtres de forges ont acceptés, sinon à faire accepter, du moins à faire passer. Pour une part non négligeable parce que ce n'était pas vraiment des licenciements. Certes, il y en a eu de bons milliers même. Il reste que depuis 10 ans, les maîtres de forges n'ont pas pour une bonne part licencié directement.

1 - Pré-retraites, mutations et autres «dépôts volontaires» ont souvent remplacé les licenciements ; des solutions que les travailleurs n'ont pas toujours acceptées de gaité de cœur mais bien souvent, faute d'avoir des perspectives de lutte.

2 - Les licenciements, camouflés ou non, ont rarement touché d'un coup des usines entières, le patronat procédant par étapes d'où la division «licenciés-non licenciés» faisant obstacle à l'unité des travailleurs. Alors que 20 000 nouveaux licenciements sont programmés dans la sidérurgie, comment se présente la situation ? L'ampleur même de la crise, sans les éliminer entièrement, sape les bases de certaines anciennes divisions, créées par le patronat, et suscite, d'une certaine manière, une situation plus favorable à la lutte.

Le groupe Usinor-Chiers-Châtillon (récemment fusionné) vient d'annoncer 8 500 suppressions de postes. A Longwy, localité de 25 000 habitants, au Nord de la Meurthe et Moselle (à l'intersection des frontières belge, luxembourgeoise et française, Usinor (7 000 travailleurs) en visage 3 000 licenciements.

Difficile aujourd'hui de les camoufler en mutations et autres pré-retraites !

«D'ores et déjà» note le *Républicain lorrain* avec angoisse, «des plans de restructuration posent le problème de la nouvelle convention sociale qui reste à négocier ; la précédente apparaît parfaitement inadaptée ; en fait, les moyens pour éviter des licenciements brutaux ne sont qu'une ombre». Les subterfuges de la précédente «convention sociale» (accompagnant le précédent plan de restructuration courant jusqu'à la fin avril), signé par FO, sont en effet difficiles à rééditer.

LES MUTATIONS INTERNES : DE GRANDES DIFFICULTÉS !

Il s'agit bien sûr d'abord de la question importante des mutations internes (au groupe). «C'est vrai» nous dit un ouvrier «que le trust Usinor ces dernières années a fait passer pas mal de licenciements comme ça ; notamment lors de la fermeture de son usine de Thionville où j'étais. Je me rappelle : après que les premiers aient commencé à dire oui, ça avait été vraiment la grosse envolée vers les chefs de service pour dire : «moi aussi, je suis candidat pour aller à Longwy». Nous avons été nombreux à être mutés ici. Evidemment, cela est arrivé assez tard, faute de perspectives, mais c'est arrivé. Aujourd'hui, la direction d'Usinor ne peut plus reclasser comme avant, par contre». Où en effet ?

- Pas à Thionville fermé : 1 000 travailleurs d'Usinor, Longwy, licenciés, en viennent !

Parmi eux certains, avant de travailler à Thionville, avaient été licenciés de Micheville, où ils avaient d'ailleurs atterri après avoir été licenciés des mines d'Aubrives...

- Pas dans les mines d'Hussigny, Saulnes ou Longwy, en Meurthe et Moselle, qui ferment en conséquence du plan de

restructuration sidérurgique.

Trois plans de restructuration en 10 ans ont en fait abouti à cette situation qu'aujourd'hui, plus rares sont les usines sidérurgiques importantes encore ouvertes en Lorraine. Ce phénomène est encore aggravé par les nouvelles fermetures prévues par le dernier plan notamment dans le Valenciennois (Anzin, Valenciennes...).

Les possibilités pour le patronat de muter, donc de dissuader de lutter, sont donc plus minces ; et c'est logique, pourrait-on dire : la crise a atteint une telle ampleur, que le patronat français ne doit plus simplement procéder à des ajustements mais est obligé aujourd'hui de refondre de fond en comble son appareil de production. On va vers le maintien en Lorraine de quelques unités hyper-rentables seulement, le choix étant confirmé de développer la sidérurgie sur l'eau (Fos et Dunkerque, où les cadences de travail exigées des travailleurs augmentent d'ailleurs).

L'absence de reclassement, accepté bien souvent auparavant faute de mieux, amène une radicalisation beaucoup plus large : «Les gars sont décidés à lutter car maintenant c'est fini» note ce délégué syndical de la Chiers Longwy (1 500 licenciements sur 1 700 travailleurs), «Fini pour fini, il vaut autant lutter ; le 19 c'est pas difficile, même des gars qui n'avaient jamais lutté, sont sortis. Le 19, il y avait 25 gars dans l'usine, jamais vu ! A Usinor, c'est pareil !»

LE MYTHE DE LA «DIVERSIFICATION INDUSTRIELLE»

Pour casser toute lutte, les maîtres de forge, avaient aussi employé ces dernières années, d'autres moyens : quand ils ne pouvaient pas toujours éviter des licenciements de front, ils tâchaient de les faire accepter, comme à Usinor-Thionville, en promettant la possibilité de mutations externes dans d'autres branches industrielles... que le gouvernement se chargerait bien sûr de créer en Lorraine. Qui n'a pas entendu parler de ces fameuses implantations d'industries automobiles !

Là encore la marge de ma-

noeuve est limitée : «C'est peut-être là que les illusions déjà pas énormément nombreuses tombent le plus», note ce travailleur d'Usinor. Les ouvriers d'Usinor-Longwy, s'il en était besoin, ont, avec leurs 1 000 camarades venus de Thionville, une intéressante expérience indirecte de la chose ! «Non», note cet ouvrier d'Usinor-Longwy, ancien de Thionville. «Si on acceptait les licenciements, notre emploi serait définitivement perdu car il n'y aura pas de remplacement : à Thionville, le Barre nous avait annoncé 9 000 emplois ; j'aimerais bien qu'il m'explique où ils ont été installés ces 9 000 emplois ! Tout ça, c'est pour l'opinion publique, c'est de la pommade. Et ce qu'on annonce ici (Le *Républicain lorrain* annonce comme par hasard que Marcel Dassault allait faire quelque chose ici) c'est absolument faux, ça n'existera jamais ; prends l'exemple de Renault, de 1 300 emplois que devait créer l'implantation de cette boîte, c'est devenu 300 ! Je me demande s'ils verront le jour, les 300, d'ailleurs !». «Les illusions tombent d'elles-mêmes quand tu vois que le journal lui-même prévient la désertification de la Lorraine !» disait un ouvrier.

Nous avons vérifié : le *Républicain lorrain*, citant des sources INSEE, parle d'un passage des emplois industriels de 328 000 à 296 000 d'ici 1981 ! avec ce titre : «Une baisse de 57 400 emplois dans l'industrie entre 1975 et 1983 !»

LA PRE-RETRAITE RENCONTRE SES LIMITES

Pour tenter de casser les luttes dans la sidérurgie, le patronat avait massivement employé également ces dernières années, le moyen de la pré-retraite ; aujourd'hui, plusieurs milliers de travailleurs sidérurgistes sont dans ce cas, vivant avec une pré-retraite au rabais. «Il n'a d'ailleurs fait que s'appuyer sur les aspirations des travailleurs» note ce jeune ouvrier d'Usinor, «entre 50 et 60 ans qui, après 20 ans de continu étaient bien contents de partir à la retraite, de s'arrêter. Aujourd'hui, par contre, ça va lui être difficile de mettre en œuvre ce moyen car tous les travailleurs de 56 ans et huit mois sont partis !»

Le patronat parle de mettre en pré-retraite cette fois les travailleurs de 54 ans et huit mois ! Certes, «il est certain que des travailleurs acceptent encore» note cet ouvrier, mais la marge de manœuvre du patronat est là encore réduite : outre que les travailleurs de cet âge sont moins nombreux, nombre de travailleurs, nous l'avons vérifié, ne sont pas prêts à accepter un salaire au rabais durant dix ans, et alors que bien souvent, un travailleur sur deux, compte de plus un élément de sa famille au chômage. Comment dans ces conditions nourrir la famille ? «Beaucoup, il y a quelques jours,

acceptaient cette éventualité de la pré-retraite» explique ce jeune travailleur d'Usinor «mais reviennent sur leur décision avec le recul et la réflexion».

LA DIVISION LICENCIÉS-NON LICENCIÉS

Outre la création des moyens que nous venons de voir, destinés à faire accepter les suppressions d'emplois, le patronat pour éviter la lutte a toujours, ces dernières années, licencié par étapes une partie des travailleurs mutés une autre partie dans chacune de ses usines, dans la mesure du possible, afin de créer une division entre licenciés et non licenciés. Aujourd'hui, cette décision, pourtant facile à créer, connaît de sérieuses brèches du fait même de la crise.

1 - Parce que l'obligation remodelage important de l'appareil de production contraint le patronat à licencier la totalité des effectifs ou presque dans les nombreuses usines.

A ce propos, preuve de la marge de manœuvre de plus en plus étroite du patronat, il faut signaler les moyens nouveaux qu'il est obligé de mettre en œuvre pour tenter de créer de nouvelles divisions. A l'usine de la Chiers-Longwy, c'est l'ensemble de l'usine (1 700 travailleurs) qui va fermer, moins le secteur de l'agglomération (mélange de minerais et de coke alimentant les hauts-fourneaux), contenant 100 personnes seulement.

2 - La direction a tenté, faute de pouvoir faire mieux, de semer le doute chez quelques dizaines de travailleurs ! «Au départ, ils avaient dit» raconte un ouvrier de la Chiers, «qu'ils laisseraient en plus de l'agglomération, le «train feuillard» pour que des gars supplémentaires aient cette réaction : «On a peut-être une chance de pouvoir rester là, donc on fait pas les cons, on fait pas grève !»

3 - Aujourd'hui, la manœuvre étant par trop grossière, la direction de la Chiers tente de faire planer l'incertitude sur les 100 élus qui travailleront aux agglomérations ! «Ça veut dire» explique un ouvrier de la Chiers «que les 100 gars qui travailleront à l'agglomération après la fermeture ne sont pas forcément ceux qui y sont actuellement. La direction veut faire une sélection, c'est-à-dire qu'auront priorité ceux qui, dans les autres services, elle appelle les «non-violents», ceux qui obéissent à l'œil».

«LA QUESTION DE LA LUTTE SE POSE DIFFEREMMENT»

Les licenciés et non licenciés au coude à coude, ont défilé le 19, occupés les comités d'entreprise. Avec le slogan «Longwy vivra» qui explique bien des choses.

«Pourquoi les gars luttent alors qu'ils ne vont pas être licenciés ? Il faut dire que le problème ne se pose plus tout à fait de la même manière que ces dernières années» note un délégué. «Bien

sûr, parce que les travailleurs non licenciés, vu la situation, ne sont pas sûrs de conserver leur travail longtemps, mais surtout pour autre chose : avec l'ampleur de la crise, si les 3 000 licenciements d'Usinor ont lieu, cela veut dire que c'est une partie importante des emplois dans les autres branches industrielles sur Longwy qui seront supprimés (emplois du commerce, des transports, qui dépendent de l'industrie sidérurgique). Du même coup, c'est l'emploi des jeunes, des fils des sidérurgistes qui est menacé ! Et ça, on en discute dans les familles ! Et on sent bien par exemple, que les femmes sont partie prenante de ce débat. Aujourd'hui, on est arrivés à une situation où c'est plus le gars qui, individuellement se dit : «Bon, ben moi, je bosse à la tolerie, je risque rien pour mon emploi. C'est aussi la femme, qui renchérit : «D'accord, mais les gosses qu'est-ce qu'ils deviennent». Même si son mari a encore du boulot à la tolerie, ou dans un autre secteur il reste le problème du gamin qui va sortir de l'école : qu'est-ce qu'il va devenir dans tout ça ? Ce n'est plus simplement le sidérurgiste qui va être touché, c'est aussi le commerçant, le maître d'école, l'emploi sur place, bref, tout ce qui touche la famille entière. Cette situation, ça attaque les réflexes individuels, ça crée la solidarité».

L'enjeu de la lutte, en effet, aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'emploi des sidérurgistes mais plus largement celui d'une localité. Les licenciements à Usinor et à la Chiers c'est par voie de conséquence, la réduction des effectifs de 2 500 à 1 000, dans le bâtiment et les travaux publics qui travaillent beaucoup à Longwy pour l'entretien des bâtiments sidérurgiques. Ne parlons pas des emplois à la SNCF, secteur dont l'activité dans le bassin de Longwy, est constitué bien évidemment pour une bonne part par la sidérurgie ! Si l'on ajoute à cela les suppressions d'emplois qui découleraient dans le commerce (3 200 à 1 900 emplois) dans les administrations (les emplois passeraient de 8 500 à 6 300, selon des sources INSEE), les plans de restructuration d'Usinor-Chiers-Châtillon à Longwy, entraîneraient pour 1981, une baisse des effectifs salariés de 41 % ! Il resterait à cette date, 21 660 personnes actives (prévision moyenne !)

Ainsi, l'aggravation de la crise par l'ampleur du chômage qu'elle provoque dans cette région, crée paradoxalement une situation où les travailleurs sont conduits à se poser la question de la lutte, n'ayant plus aucun autre débouché. Evidemment, il ne s'en suit pas automatiquement un développement de la lutte. D'autres freins, d'autres problèmes existent.

Demain la suite de notre reportage

LES LORRAINS REFUSENT LE CHOMAGE 80 000 A METZ !

«Jamais depuis 1963, on n'avait vu ça en Lorraine». Tout le monde est unanime à le constater. Imagine-t-on un défilé de 6 kilomètres de long, regroupant, d'après les syndicats, 80 000 personnes ? C'est ce qui s'est passé vendredi 12 à Metz.

Une heure avant le démarrage du défilé, des délégations arrivaient déjà des 4 départements lorrains, place Mazelle à Metz. Naturellement, surtout composées de sidérurgistes, mais aussi de mineurs, de travailleurs du textile. Une forte délégation de pompiers en uniforme accompagnés d'une sirène montée sur un caducée, se faisait également remarquer. Le cortège des

foyers Sonacotra scande tout au long du parcours : «Français-immigrés, même patron, même combat !». Les travailleurs de Sotracomet et de Soloci de la région de Thionville, en lutte depuis plusieurs mois attirent l'attention par le dynamisme de leur délégation. Les postiers proposent de mettre «Giscard au tri et Anne Aymane au téléphone». La section CFDT de la Cen-

trale de Richemont, exprimant son point de vue sur la politique énergétique du pouvoir scande : «Centrale de Richemont, oui, oui, oui !». Les sidérurgistes de Pompey, affirment sur leurs autocollants que : «Pour que le département vive, il lui faut un cœur d'acier».

Dans une autre partie de la manifestation, on se livre à une rude bataille de mots d'ordre. Le PCF, et dans son sillage, une partie de la CGT, ne cessent de répéter : «Giscard, Barre, Labbé (patron de la sidérurgie et président de l'Union de la métallurgie)

chant les travailleurs du Bassin de Longwy de se regrouper dans un cortège unique, tout allait pour le mieux, la plupart des manifestants pensant qu'on se dirigeait vers la préfecture comme prévu. Erreur ! Les dirigeants CGT en avaient décidé autrement. Sous prétexte d'éviter de provoquer des affrontements d'hommes de main du député de droite Kieffer, qui avaient essayé de se joindre au cortège, il n'était plus question de se rendre à la préfecture, mais à la gare.

Alors qu'une très forte proportion de la manifestation était ainsi détournée de son objectif, sans la savoir, une partie non négligeable du cortège mettait malgré tout le cap sur le siège du pouvoir régional. Les flics massés dans la cour de la préfecture matraquèrent sans ménagement les manifestants qui voulaient accompagner la délégation syndicale.

A l'UL CFDT de Longwy, on juge très sévèrement les dirigeants CGT qui ont décidé de modifier les décisions prises. Déjà le matin, des municipalités PCF avaient, volontairement ou non, sous-estimé le nombre de bus nécessaires. A Longwy, ce sont environ 400 personnes qui se sont retrouvées sur le carreau. Si elles ont pu se rendre à Metz, malgré tout, c'est bien parce qu'elles ont pris d'assaut des cars de ramassage de la sidérurgie, et qu'elles les ont contraints à se rendre à la manifestation. Le retard que cela occasionna, et les intempéries eurent pour résultat de scinder le cortège du Bassin de Longwy, le plus combatif, en plusieurs morceaux. Ces contre-temps facilitèrent beaucoup le «détournement» de la manifestation.

Au lendemain du 12, les syndicalistes tirent le bilan. Ils apprécient la formidable mobilisation, mais regrettent amèrement l'attitude de «certains services d'ordre», comme ils disent. Mais pour eux, l'essentiel est que les travailleurs de Lorraine ont montré qu'ils ne voulaient pas du chômage. L'heure est à la définition de perspectives qui puissent réunir le plus grand nombre dans l'action.

«vendus à l'étranger». Furieux que Mitterrand soit là, ils y ajoutent bientôt le nom du premier secrétaire du PS. Des mineurs de fer réclament la nationalisation de leurs mines. Toutefois, le mot d'ordre le plus repris sera sans conteste : «Etchegarray, à la ferraille !». Etchegarray, c'est le PDG de la nouvelle société fusionnée Chiers-Usinor...

Dans le climat de «chauvinisme» que cherchent à faire régner actuellement la droite et la gauche en Lorraine, chauvinisme régional, local, et même d'usine, il était encourageant d'entendre la section CFDT de Neuves-Maisons crier à pleins poumons : «Longwy-Neuves-Maisons, même patron, même combat !».

Malgré quelques manœuvres de départ empê-

UNE MANIFESTATION A PARIS

Une manifestation à Paris ? C'est ce que propose actuellement le PCF, après Nancy et Metz. Une proposition qui, pour l'heure, est très controversée parmi les sidérurgistes.

KRASUCKI A USINOR MARDI

Juste avant la com-

mission parlementaire de M. Porcu, Henri Krasucki viendra mardi tenir un meeting à Usinor Longwy. On peut penser que lui aussi défendra l'aciérie à Longwy plutôt qu'ailleurs... En tout cas cette visite ne peut que contribuer à couper les travailleurs des autres usines sidérurgiques du Bassin puisqu'ils ne pourront pas venir à ce meeting qui aura lieu dans la cour elle-même.

La commission parlementaire de monsieur Porcu

Jeudi 11 se tenait un Comité Central à la Fondrie de Gorcy, entreprise dont le patron n'est autre que Labbé. Les syndicats avaient convoqué les travailleurs pour leur rendre compte de la réunion. Tout à coup, Porcu, député PCF local, surgit et demande le micro. Un syndicaliste raconte la suite : «Je l'ai mis en garde sur le fait que c'était une lutte de travailleurs, mais je lui ai quand même donné sa chance. Porcu a dit : «J'ai réfléchi à ce que je pouvais faire pour défendre votre dossier à l'Assemblée». Il n'a pas dit un mot sur la journée du 12, mais a osé préciser que la lutte «est dans l'entreprise». Quelle contradiction ! Tout ce qui l'intéresse, c'est le Parlement. Quand il a pris la parole, la moitié des gars est partie. Croyant pouvoir profiter de l'incident, des hommes représentant l'association du patron Labbé «L'Avenir du Pays Haut», ont pris le micro. Ils n'ont pu parler tant les sifflets fusaient. Pour revenir à M. Porcu, il n'est pas découragé pour autant. Il a fait parvenir une lettre à tous les syndicats et associations du Bassin de Longwy annonçant que «à son initiative, une commission parlementaire d'enquête séjournerait mercredi toute la journée dans la ville de Longwy». La belle affaire ! Comme si le Parlement ne savait pas à quoi s'en tenir

sur les licenciements ! Ce qui déplaît le plus à l'UL-CFDT, c'est que Monsieur Porcu n'a prévu de faire visiter qu'Usinor à ladite commission. Ce n'est d'ailleurs pas fortuit. En effet, les syndicalistes de la CFDT Longwy refusent le faux choix d'une aciérie à oxygène à Usinor Longwy plutôt qu'ailleurs. Ils mettent l'accent sur le danger qu'il y a à avancer ce mot d'ordre pour Longwy, puisqu'il divise les travailleurs des différents bassins sidérurgiques, Longwy et Neuves-Maisons par exemple. Cette logique de chauvinisme local était remise en cause à Metz le 12, par les sidérurgistes CFDT de Neuves-Maisons qui scandaient : «Longwy, Neuves-Maisons, même patron, même combat». (Rappelons que l'Etat-patron a choisi le site de Neuves-Maisons, plutôt que celui de Longwy, pour cette fameuse aciérie à oxygène). La logique qui privilégie telle usine par rapport à telle autre, pour une modernisation, divise aussi les travailleurs au sein même du bassin de Longwy. Les sections CFDT de Rehon, de la Chiers, de Gorcy, de Lexy, ont bien l'intention de refuser ces manœuvres de divisions, d'où qu'elles viennent. Toutes se rappelleront au souvenir de Messieurs les parlementaires, lors de leur petite visite à Longwy.

Mitterrand joue les sidérurgistes contre Mauroy

Dès le matin, la radio avait annoncé la venue de Mitterrand à Metz, en provenance de Bruxelles, où il participait à la réunion des PS des pays de la CEE. Modestement, il se joignit au cortège de son parti, refusant même de marcher aux côtés des élus socialistes régionaux, sous le prétexte qu'il ne représentait pas les Lorrains à l'Assemblée Nationale. Interrogé par «Radio SOS emploi», la radio de la CFDT sur le bassin de Longwy, il a même déclaré en substance : «Je suis ici non pas en tant que premier secrétaire du PS, mais en tant que simple militant». Un syndicaliste du PS, le sourire figé devait lancer : «Ça c'est une pierre dans le jardin de Mauroy». En effet, il y a quelques jours, le maire de Lille était reçu à l'Élysée en tant que Pré-

sident du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, pour plaider le dossier de sa région. Mitterrand cherchait à montrer que ce n'est pas «à l'Élysée», mais «avec les sidérurgistes» qu'il défend la Lorraine. Cette venue, si elle laisse sans doute indifférents bon nombre de travailleurs lorrains, devait déchaîner le PCF. Le slogan favori de celui-ci «Barre, Giscard, Labbé (président de l'Union de la Métallurgie et PDG de la sidérurgie lorraine) vendus à l'étranger !», se complétait rapidement du nom de Mitterrand. Mais le PS qui ne voulait pas être en reste, y ajoutait également le nom de Marchais. Giscard, Barre, Labbé, Mitterrand, Marchais... vendus à l'étranger ? La «qualité de l'Union» et les arguments politiques s'améliorent.



● Provocations policières

Vendredi matin, dans plusieurs villes lorraines, les grévistes barrent les routes. Hayange, notamment, sera complètement paralysé. A Longwy aussi, la dynamique CFDT barre les routes. Un gréviste nous raconte la suite : «Il y avait des flics à 50 mètres du barrage. Un camion de 36 tonnes immatriculé en Allemagne est arrêté. Les flics ont discuté avec lui deux minutes. Il a remonté sa vitre, et il a avancé vers le barrage, accrochant deux voitures disposées en travers de la route. Les flics n'ont pas levé le petit doigt, il faut le dire dans le Quotidien».

● Longlaville : le PCF choisit les manifestants

A Longlaville, le maire, posté à l'entrée du bus, donnait ou refusait l'autorisation de monter. Un sidérurgiste raconte : «Il m'a dit : Toi, tu as un casque. C'est vrai, je portais un casque avec l'autocollant SOS-Emploi CFDT. «As-tu ton gourdin» me demanda-t-il également. «Attends le bus suivant»... Il savait pourtant qu'il n'en avait commandé qu'un seul pour aller à Metz. Tu te rends compte, un seul bus pour environ 2 000 habitants, en grande partie des sidérurgistes». Un autre syndicaliste CFDT affirme pour sa part que lors de la manifestation du PCF à Metz le 6 janvier, manifestation qui réunit à peine 1 000 personnes, alors que la mobilisation s'était effectuée sur les deux départements de Moselle et Meurthe et Moselle, «le PCF avait multiplié les services de ramassage sur les quartiers les plus reculés, sans succès d'ailleurs». Au foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin, les résidents disaient : «Mais on ne leur a rien demandé». Il n'y en a d'ailleurs pas un seul qui était monté.

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

CES Edouard Vaillant de Gennevilliers (Hauts de Seine)

MANOEUVRES POLITIQUES
AUTOUR DU CES EN RUINES

Les 900 élèves du CES Edouard Vaillant sont à la rue depuis le 4 janvier : les 150 radiateurs du bâtiment central ont sauté, le toit menace pour la seconde fois de s'effondrer (Voir QdP du 10.1.79).

Face à ce sinistre, la mobilisation des professeurs est immédiate pour exiger en accord avec la municipalité et l'association CORNEC de parents d'élèves, non seulement la réparation immédiate du chauffage et du toit, mais la remise en conformité totale de l'établissement, c'est-à-dire des travaux allant au moins jusqu'aux grandes vacances.

Le 11 janvier, l'ensemble des professeurs refuse le plan d'urgence proposé par l'administration : une reprise des cours partielle dans des locaux récupérés au CES, peu sûrs et pas adaptés pédagogiquement (cuisines, ateliers, réfectoires...). Ils sont suivis le lendemain par les parents qui appellent à ne pas envoyer les élèves.

UN PLAN DE
RAFISTOLAGE

Les problèmes surgissent alors face au plan de l'Inspection d'académie : l'éclatement du CES dans des locaux récupérés sur place et dans deux autres établissements scolaires de Gennevilliers, c'est-à-dire une scolarisation effective des élèves à 60 % du fait du déplacement des professeurs sur trois établissements distants de plu-

sieurs kilomètres, des frais de transport pour les élèves, l'aggration des conditions de surveillance et de sécurité. L'ensemble des professeurs refuse ce plan et demande la mise en place immédiate de structures d'accueil sur place et provisoires le temps de la durée des travaux : la location de préfabriqués ou de structures gonflables, la seule solution qui permette une scolarisation totale de tous les élèves.

Samedi 13 janvier, au cours d'une assemblée générale convoquée par les parents d'élèves et la mairie, ils tentent en vain d'exposer et de faire comprendre leurs propositions. Après s'être faits traités de fantaisistes, par l'Inspecteur d'académie trois jours avant, ils se font, de fait, qualifier d'irresponsables, par Lanternier, maire PCF

de Gennevilliers. Pour la mairie PCF et l'association de parents d'élèves qu'elle contrôle entièrement, la solution de l'Inspection d'Académie, c'est-à-dire l'éclatement du CES est la bonne même s'ils réclament, pour la forme, des aménagements.

DES RELENTS
D'ELECTION
CANTONALE

Mais pourquoi donc, Lanternier, qui se targue si fort de défendre les intérêts des enfants des travailleurs, défend-il avec la même ardeur une solution qui sous-scolarise les 900 élèves du CES ? Peut être entrevoit-on la réponse à cette question quand on sait que, depuis deux ans, la mairie PCF tente en vain de régler ses comptes avec la directrice d'un des établissements où doit se faire l'éclatement (le CES Guy Mocquet) active militante républicaine indépendante qui n'a pas été nommée là par hasard. Ne serait-ce pas là le moyen tant attendu par le PCF de mettre enfin le pied dans cet établissement, et tant pis si c'est au détriment de l'avenir des élèves du CES Vaillant ?

Et si la mairie se montre aussi ferme sur l'exigence des travaux jusqu'à avancer les crédits nécessaires à la réparation immédiate du chauffage et appeler toute la population de Gennevilliers à une manifestation devant le ministère le mardi 16 janvier, c'est aussi que les élections cantonales sont proches, et Lanternier, maire PCF, entend bien conserver son poste de conseiller général : la défense des enfants des travailleurs prend un singulier relent de campagne électorale.

Si l'ensemble des professeurs du CES Edouard Vaillant décidés à lutter pour obtenir la remise en état complète de leur établissement se joindront à cette action, ils sont un certain nombre à voir les manœuvres pour lesquelles on veut les utiliser et à refuser les manipulations. Et à Lanternier qui leur a fait parvenir la proposition de venir discuter avec eux lundi 15 janvier, ils ont voté une motion d'accueil où ils expriment leur opinion sur sa conception bien spéciale du débat démocratique.

Correspondance

Vaulx - en - Velin (Rhône)

LE MAIRE PCF VEUT AUSSI
SON COMMISSARIAT

Lyon, de notre correspondant. A Vaulx-en-Velin, comme dans les autres municipalités PCF, la campagne «pour la sécurité des Français» bat son plein. Le dernier bulletin des élus PCF de Vaulx-en-Velin n'y va pas par quatre chemins : «Les femmes craignent d'être violées, les personnes âgées d'être dévalisées, les postiers d'être agressés, les habitants cambriolés. Les villes ne doivent pas devenir des coupe-gorge ou des champs de tir». Du temps où il régnait sur la police, Poniatowski ne le disait pas si clairement.

Mais il y a pis. On a entendu des déclarations d'élus, disant que «la crise de la société ne peut justifier des actes de violence individuelle ou collective». Les 5 000 travailleurs de Saint Chamond, qui fin décembre, ont chassé violemment un commando patronal installé dans l'usine J. B. Martin, apprécieront !

Déjà, le 14 novembre dernier, le maire de Vaulx-en-Velin, Jean Capiévic, ex-secrétaire fédéral du PCF, avait avec virulence protesté contre un reportage diffusé à TF 1 la veille, «reportage contraire à

la vérité», disait-il, parce qu'il montait en épingle les prétendus efforts accomplis pour améliorer la sécurité, or ceux-ci sont d'une telle insignifiance que les Vaudais ont le sentiment qu'on se moque d'eux». M. Le maire s'insurgeait à cette occasion contre le fait que le reportage passait sous silence l'absence d'un commissariat de police central à Vaulx-en-Velin, tant réclamé par la municipalité — à laquelle on s'en doute, «l'Etat bloque les crédits pour le construire». M. Le maire protestait contre le fait que ne soient pas

soulignées «les innombrables démarches de la mairie» pour «la prévention de la délinquance, le renforcement des effectifs de police».

Mais quand il indique que «la population est la plus démunie de la région» il n'y a qu'un pas pour établir une correspondance entre l'insécurité et la composition sociale de la ville.

«Vivre en sécurité à Vaulx-en-Velin, c'est possible», affirme le PCF. Et supprimer les très lourds impôts locaux pour les 3 500 chômeurs ?

Congrès du PS

La guerre des signatures

Après les premiers succès de l'offensive Rocard, les partisans de Mitterrand ainsi que ceux du CERES, ont fait connaître leurs noms. 500 partisans de Mitterrand ont rendu public un texte, dans lequel ils s'élèvent contre l'offensive de la droite (comprenez le courant Rocard-Mauroy). Ils affirment leur attachement à la ligne d'Épinay, et déclarent : «Tourner le dos, si peu que ce soit, à cet engagement, ferait à coup sûr le jeu de la droite et nous enfermerait dans la logique économique du pouvoir». Ce texte est signé par 45 membres du comité directeur (sur 131, 44 étant acquis à Rocard), 38 députés (sur 104, 39 soutenant Mauroy-Rocard), 13 sénateurs (sur 60, 10 soutenant Mauroy-Rocard), 51 secrétaires fédéraux (25 pour Rocard), 50 responsables de groupes et sections d'entreprise (40 pour Rocard). On notera en particulier que parmi les signataires, se trouvent les membres du PS qui exercent des responsabilités à la tête de la CGT, Claude

Germon et Jeanine Parent, membres de la commission exécutive de la centrale.

Le CERES pour sa part, publie lui aussi pas moins de 1 000 signatures, en nombre, semble-t-il inversement proportionnel à l'influence du CERES dans le PS. Ce texte est signé par la majorité des groupes socialistes d'entreprise. Au niveau de l'appareil du PS, le CERES est plutôt mal loti : 8 membres du bureau exécutif, 36 membres du comité directeur, 6 députés et 3 sénateurs. Le CERES vient de voir se rallier à ses thèses Nicole Questionnaire, jusqu'alors membre de la majorité du PS.

Selon une tradition bien établie, la guerre des sondages continue. D'après le Figaro-Magazine, la cote de Rocard est en hausse dans l'opinion : 49 % des personnes interrogées souhaiteraient lui voir jouer un rôle croissant dans les années à venir (soit une progression de 3 % par rapport à un précédent sondage).

Pour Mitterrand, la cote d'amour passe de 40 % à 36 %.

Malgré leur parti,
des militants du PCF
de Paris 18^e soutiennent
les groupes femmes

Après l'initiative de groupes femmes du 18^e arrondissement, pour créer un Comité de lutte visant à la création, à l'hôpital Lariboisière, d'un centre d'orthogénie, pratiquant les interruptions volontaires de grossesses, le PCF, invité, comme l'ensemble des organisations et associations de l'arrondissement, à participer à ce comité, a refusé de participer à l'action du comité, et commencé à éditer ses propres tracts sur la question. Cette attitude n'est pas du goût de tous les militants, comme en témoigne un texte que certains d'entre eux ont envoyé au journal Le Monde et dans lequel on relève notamment : «Pour justifier une telle attitude, les dirigeants locaux de notre parti expliquent que le comité nie le rôle d'avant-garde du PCF, qu'il est

noyauté par les groupes femmes et les gauchistes, qu'il véhicule l'idéologie réformiste», qu'il se trompe de cible et fait le jeu du pouvoir, qu'il attaque le PCF, qu'il ne fait pas l'union pour l'union». Notre parti diffuse des tracts affirmant qu'il est à l'initiative de cette lutte et revendiquant le premier recul de l'administration de l'hôpital. Malgré cela, nous avons été plusieurs militants du PCF à participer à l'activité du comité (...) Refuser l'unité dans l'action pour une lutte bien précise, sous prétexte de divergences réelles avec d'autres courants du mouvement ouvrier et les groupes femmes, nuit à la mobilisation populaire».

Les signataires de ce texte sont tous des ouvriers ou des employés.

Contre la centrale du Pellerin

Manifestation sur le site
dimanche

Dimanche pour protester contre la déclaration d'utilité publique de la centrale du Pellerin, les cloches ont sonné et la sirène a sonné au Pellerin, à Cheix, à Saint-Jean de Boisseau. A Saint-Jean de Boisseau la population a posé la première pierre de la construction d'un abri antiatomique. Ce dimanche, une manifestation sur le site a regroupé plusieurs milliers de personnes. Dans

l'après-midi la route de Paimbœuf à Nantes a été bloquée. En fin d'après-midi, deux grands axes routiers de rentrée sur Nantes (route de Pornic et Pont de Firmil) ont été bloqués avec pose d'une banderole : «Pas de centrales nucléaires aux populations qui les refusent ! Nous n'en voulons pas, nous n'en aurons pas !»

Correspondant

Communiqués

Campagne unitaire
avortement - contraception

Trois initiatives marqueront le lancement de la campagne.

Mardi 16 janvier 1979 à 20 h.

Conférence de presse unitaire sur la campagne.

Mercredi 17 janvier 1979

Emission de présentation de la campagne sur les radios libres. Débats de l'ensemble des organisations qui y participent.

Samedi 20 janvier 1979 à 14 h.

Rassemblement manifestation à partir de l'hôpital Lariboisière.

Une autre réunion pour faire le bilan du lancement de la campagne est prévue le samedi 27 janvier par toutes les organisations qui y participent et pour envisager localement les initiatives possibles. Le lieu sera précisé ultérieurement.

L'association pour l'Aide au retour créateur des travailleurs africains (AARCTA) s'est constituée à Paris sous la présidence de François Béranger.

L'association a pour but de participer par une aide pratique ou financière, à des projets mis en œuvre collectivement par des ouvriers immigrés africains contraints de retourner dans leur pays.

Trois projets sont en cours :

— Une coopérative agricole au Mali

— Une coopérative agricole en Mauritanie

— Une Maison de jeunes au Sénégal réunissant diverses activités culturelles (bibliothèque, cinéma), des formations professionnelles (atelier de soudure, électricité, plomberie, couture) et une infirmerie ambulante.

Pour ces projets, 300 000 francs sont nécessaires.

AARCTA : 99 rue de vaugirard
75 006 PARIS
544.55.31

L'AGRESSION VIETNAMIENNE CONTRE LE CAMBODGE

L'URSS isolée à l'ONU

Les forces armées vietnamiennes sont en train de compléter leur occupation des villes et des principaux axes de communication du Cambodge. Selon des sources occidentales, les deux villes de Siem Reap et de Battambang, les dernières encore inoccupées, seraient tombées entre leurs mains. Les divisions vietnamiennes ont été aperçues à la frontière thaïlandaise, et de violents combats se poursuivaient dans les régions de Koh Kong et de Pursat.

Au conseil de Sécurité des Nations-Unies, l'URSS a été

complètement isolée quand elle a prétendu empêcher Norodom Sihanouk, représentant du gouvernement du Cambodge démocratique, de prendre la parole. Celui-ci a affirmé : «La République socialiste du Vietnam a décidé froidement une opération très spéciale : avaler le petit Cambodge comme un boa se jetant sur une innocente proie [...] Le Vietnam s'est livré à une véritable blitzkrieg à l'allemande pour une monstrueuse et lâche conquête de mon pays (...). Il était équipé de A à Z par l'une des plus puissantes forces mili-

taires du monde moderne». Après avoir commencé l'examen d'un projet de motion soumis par le représentant chinois, et condamnant l'occupation du Cambodge par le Vietnam, le Conseil de Sécurité s'est ajourné.

On apprenait, d'autre part, que le gouvernement cambodgien démocratique a lancé un appel à la résistance en date du jeudi 11 janvier.

Plusieurs pays ont par ailleurs fait connaître leur réprobation de l'agression vietnamienne, et notamment la Corée du Nord et l'association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Après l'occupation de Phnom Penh, le gouvernement cambodgien appelle à la résistance

Déclaration du gouvernement du Kampuchéa démocratique en date du 11 janvier (extraits)

Jeudi, quatre jours après l'occupation de Phnom Penh, le gouvernement cambodgien a lancé un appel à la résistance, qui a été publié en Chine deux jours plus tard. En voici la dernière partie.

(...). Maintenant, nous avons sauvegardé totalement nos forces vives, tous les dirigeants ayant à leur tête le secrétaire du Comité central du Parti communiste du Kampuchéa et Premier ministre du Kampuchéa démocratique Pol Pot, sont en train de diriger sur le territoire sacré du Kampuchéa le

peuple du Kampuchéa dans sa vaillante lutte, et tous ont pris la ferme et définitive résolution, quels que soient les obstacles à surmonter et les sacrifices à consentir, de porter toujours haut levé le drapeau de la nation du Kampuchéa, de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'honneur et de la dignité nationale et de la race du Kampuchéa.

UN APPEL AUX PEUPLES DU MONDE

Le gouvernement du

Kampuchéa démocratique ayant le camarade secrétaire Pol Pot comme Premier ministre, en tant que responsable de la destinée de la nation du Kampuchéa toute entière, du peuple du Kampuchéa tout entier lance le présent appel :

— 1 — A tous les gouvernements et à tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde pour qu'ils aident et soutiennent par tous les moyens et sous toutes les formes sa juste lutte contre l'ennemi vietnamien agresseur, avaleur du territoire, pour qu'ils condamnent cette agression, cessent toute aide et soutien au Viet Nam, et exigent que les Vietnamiens se retirent totalement et immédiatement du territoire du Kampuchéa.

NE PAS DEVENIR ESCLAVE DES VIETNAMIENS

— 2 — A tous les compatriotes du Kampuchéa tout entier, à l'intérieur comme à l'étranger, pour qu'ils s'unissent et mènent une lutte résolue pour ne pas devenir esclaves des Vietnamiens, pour que leur propre race ne disparaisse pas, pour ne pas laisser les Vietnamiens piller, opprimer le Kampuchéa à leur guise. L'ennemi vietnamien est en train d'exacerber les contradictions avec toute la nation et le peuple du Kampu-

chéa tout entier. Ces contradictions sont très profondes et deviennent chaque jour plus profondes. Par conséquent l'ennemi vietnamien se trouve sur le cratère du volcan de la haine nationale de la nation et du peuple du Kampuchéa tout entier qui lutte contre lui, et tout le monde a discerné clairement la nature des ces contradictions fondamentalement antagoniques et aigües.

UN LARGE FRONT UNI

Le peuple du Kampuchéa tout entier formera un très large front uni national, démocratique, patriotique pour combattre jusqu'au bout l'agresseur vietnamien, l'anéantir, libérer tous les territoires occupés et apporter ainsi sa contribution à la paix, la sécurité et la stabilité en Asie et dans la région du Pacifique. La victoire finale appartiendra au peuple du Kampuchéa. La nation du Kampuchéa, le peuple du Kampuchéa, la race du Kampuchéa, les traditions et la civilisation du Kampuchéa vivront pour toujours.

(ACN)

Vendredi, le Vietnam et l'URSS ont signé à Hanoi un nouvel accord économique.

AVEUX ET REVELATIONS

Après avoir prétendu que les événements du Cambodge étaient un soulèvement révolutionnaire, le journal officiel vietnamien *Nhan Dan* écrivait samedi : «Force nous a été de faire usage du droit sacré et légitime d'auto-défense, et de riposter énergiquement aux agressions et de les punir, en éliminant les forces qui ont provoqué la guerre». C'est l'aveu que ce sont bien les troupes vietnamiennes qui ont envahi la totalité du territoire du Cambodge voisin.

Cependant, à Belgrade, le gouverne-

ment yougoslave a révélé les informations dont il disposait sur le caractère prémédité de l'agression vietnamienne. Le gouvernement vietnamien lui avait en effet «à plusieurs reprises» fait savoir que «le gouvernement réactionnaire de Pol Pot et Ieng Sary devait être éliminé». Milos Milic, ancien ministre des Affaires étrangères, a confirmé ces propos, indiquant que le Vietnam avait conçu l'invasion du Cambodge comme une vaste opération de «guerre-éclair» et de «guerre spéciale».

France : l'occupation condamnée par d'anciens militants du comité Vietnam

APPEL POUR LE SOUTIEN AU CAMBODGE CONTRE L'AGRESSION VIETNAMIENNE

Nous, qui par le passé avons soutenu les luttes des peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge contre l'agression américaine, indépendamment de nos jugements respectifs, parfois opposés, sur ce qui s'est passé au Cambodge de 1975 à 1978, nous condamnons l'occupation de ce pays par l'armée vietnamienne, la dénonçons comme une atteinte à l'indépendance d'un État et d'un peuple qu'aucun argument quel qu'il soit ne saurait légitimer.

L'agression vietnamienne actuelle ne résoudra aucun des problèmes intérieurs du Cambodge, pas plus qu'en 1968 l'occupation militaire soviétique de la Tchécoslovaquie n'a permis de régler ceux du peuple tchèque.

La grave situation créée aujourd'hui dans le Sud-Est asiatique est contraire aux intérêts respectifs des peuples cambodgien, Lao et vietnamien.

Profondément émus et indignés par cette intervention, nous exigeons du gouvernement vietnamien le retrait immédiat de ses troupes du territoire cambodgien, afin que ces peuples retrouvent une paix chèrement conquise dans leurs luttes contre l'impé-

rialisme américain.

Comme le déclarait le président Ho Chi-minh :

«Rien n'est plus précieux que l'indépendance et la liberté».

Les personnes désireuses de s'associer à cette déclaration doivent envoyer leur signature à M. le Docteur Robert ANDREI, ancien militant du Comité Vietnam national, 9 rue du Sud, 13 003 Marseille.

Première liste de signataires :

Robert ANDREI, médecin, Jean-Marie PONCET, médecin ; Roger FELTS, médecin ; Philippe PONCET, médecin ; Françoise CAROZ, médecin ; Christian BRUSCHI, maître-assistant à l'Université d'Aix-Marseille ; Myrthe BRUSCHI, avocate ; Paul-Albert FEVRIER, professeur à l'Université d'Aix-Marseille ; Eugénie POMPEI, engagé volontaire guerre 39 - 45, croix de guerre ; Sam COHEN, ancien déporté à Bergen-Belsen ; Robert PEDEVILLA, ingénieur des Ponts et Chaussées ; Frédéric BERAHA, professeur agrégé de mathématiques ; Jean-Pierre COURTES, enseignant ; Bernard DELORD, assistant de recherches à l'INRA ; Dominique BLONDEAU, médecin ; Roger LAFFONT, militant syndicaliste ; Lisette BLACHE, mère de famille.

Des pays condamnent l'invasion Corée du Nord

Un article de Rondong Sinmung

Pyongyang, 13 janvier,

Il a été rapporté que d'importantes forces armées étrangères ont envahi toute l'étendue du territoire du Kampuchéa dont la capitale Phnom Penh. Le gouvernement socialiste du Vietnam a déclaré que la présente situation a été créée par une «insurrection armée» du «Front d'union nationale du Kampuchéa pour le salut national». Mais l'opinion publique du monde ne peut croire une telle affirmation.

L'opinion publique mondiale est fondée lorsqu'elle considère la présente pression militaire sur le Kampuchéa démocratique comme un aboutissement des actions militaires d'envergure du côté vietnamien.

Il est intolérable d'avoir recours, quel que soit le prétexte, à des actions armées ouvertes contre un pouvoir révolutionnaire légal et de le renverser. Que le Vietnam ait franchi la frontière grâce à une action militaire d'envergure pour contrôler le Kampuchéa est un empiètement

flagrant sur l'indépendance nationale, la souveraineté d'Etat et l'intégrité territoriale du Kampuchéa et l'intégrité territoriale du Kampuchéa, est une violation grossière de la loi internationale.

Les peuples du monde ont tiré une bonne leçon de l'évolution de la situation au Kampuchéa. Une fois encore, il nous a été montré clairement qu'un pays relativement petit peut nourrir aussi l'ambition de dominer et de contrôler d'autres pays. L'expérience historique montre que ceux qui cherchent à dominer et à contrôler les autres finissent toujours mal. Nous conseillons au Vietnam de bien réfléchir sur cette question, et de retirer sans tarder ses forces du territoire du Kampuchéa. Nous espérons que la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du Kampuchéa seront garanties, que l'on laissera le peuple kampuchéen prendre en mains son propre destin, et qu'une véritable paix fera débiter une nouvelle ère de paix en Asie du Sud-Est.

(ACN)

Asie du Sud - Est

Déclaration des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) publiée à l'issue d'une réunion extraordinaire tenue du 12 au 13 janvier*.

«Les ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN (...) regrettent vivement l'intervention armée contre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchéa à pleinement le droit de décider lui-même de son avenir à l'abri de toute intervention et toute influence étrangère».

re, dans l'exercice de son auto-détermination.

Les ministres de l'ASEAN se félicitent de la décision prise par le Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner sans tarder la situation en Indochine et exigent vivement du Conseil de sécurité qu'il prenne des mesures nécessaires et appropriées pour rétablir la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région.

*L'ASEAN regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

Yougoslavie

Recevant le ministre italien des Affaires étrangères Aldo Forlani, le président Tito a déclaré à propos de l'Indochine que les disputes entre les pays non alignés et entre d'autres pays ne doivent être réglées que suivant les principes

du mouvement non aligné, et de la Charte des Nations unies, par voie pacifique. Le président a indiqué qu'il est nécessaire de renforcer l'unité des pays non alignés.

(ACN)

Marchais sur Europe 1

Pressé, au Club de la presse d'Europe 1, de s'expliquer sur les positions de son parti concernant l'invasion du Cambodge, et plusieurs autres affaires concernant les interventions militaires de l'URSS et des pays qui agissent pour son compte, Marchais a répondu : «Vous avez des pays, enfin vous avez certains gouvernements qui peuvent, à un moment donné, en fonction d'accord existant entre ces gouvernements qui peuvent appeler... tel ou tel pays à les aider, à les soutenir. Ça, eh bien, c'est, hélas, une réalité dont il faut tenir compte. Cela dit, il faut juger si l'aide demandée est justifiée ou non».

Question : Quelle «aide» le gouvernement cambodgien a-t-il demandée au Vietnam ? Quelle «aide» le gouvernement tchécoslovaque avait-il demandé à Brejnev ?

CHINE CE QUE DISENT LES MANIFESTANTS DE TIEN AN MEN

Correspondance de Pékin

● Le 5 avril 1976, une grande manifestation se produisit sur la place Tien An Men, à Pékin. Condamnée à l'époque sous l'influence des Quatre, elle vient d'être qualifiée par le Comité central du Parti communiste chinois de « purement révolutionnaire ». Nous poursuivons aujourd'hui la publication de témoignages exclusifs de ses participants et de ses défenseurs, commencée dans notre numéro de samedi.

● Fin mars, à Nankin, des manifestations se produisent contre des articles parus dans les journaux de Changhaï, et qui attaquaient ouvertement Chou En-lai, mort le 8 janvier précédent : des inscriptions sont peintes sur le train en partance pour Pékin. Les « Quatre » sont explicitement visés.

Interview des auteurs du célèbre recueil des poèmes du 5 avril (1)

Le collectif Tong Houci Tchou (qui se traduit par : commémorons ensemble Chou En-lai) est l'auteur du livre de poèmes de Tien An Men, qui a été diffusé en Chine avant la décision officielle du Comité Central sur les événements du 5 avril 1976.

Le collectif se compose de 16 membres, dont 7 femmes et 9 hommes. L'âge moyen est de 40 ans environ. Ce sont tous des professeurs de chinois de l'Institut n° 2 de Pékin (des langues étrangères).

Ces camarades ont depuis plus de 2 ans collecté, imprimé et diffusé les poèmes révolutionnaires écrits place Tien An Men le 5 avril. Après la décision de réhabilitation de la municipalité de Pékin, ils ont pu largement expliquer leur lutte à la télévision, dans les meetings, à la radio...

Nous avons pu discuter avec 4 d'entre-eux : les camarades Li Sien-hui (40 ans), animateur du groupe présent à Tien An Men le 5 avril, Lai Mei-hua (38 ans), Wang Wen-feng (50 ans), Tchang (50 ans).

efforts s'annulent ! Les policiers sont sortis, ils ont été injuriés (...). Mais on ne les a pas frappés. On les a obligés à se mettre à genoux et à crier : « Vive le Premier ministre Chou En-lai ». Puis on les a relâchés.

Tout de suite après, est arrivée une voiture remplie de galettes et de petits pains pour les miliciens. Les gens, en colère, ont dit : « Mais on a faim. Pourquoi vous, auriez-vous de quoi manger ? ». (Depuis le matin, mille miliciens étaient présents pour garder les bâtiments divers). Alors les masses ont déclenché ce que l'on peut appeler : « une bataille de pains ». Elles ont « bombardé » les miliciens avec les galettes et les pains. Il y a eu, bien sûr, des affrontements entre les masses et les miliciens au cours de la journée : on les obligeait à baisser la tête, à crier des mots d'ordre pour Chou En-lai, on leur arrachait leurs brassards rouges et on les lançait en l'air... Mais on ne les a pas battues.

Soudain, certains ont annoncé qu'une voiture de marque Changhaï était là. Quelqu'un a dit : « C'est la voiture du chef des miliciens ». Beaucoup de gens se sont précipités : on a poussé la voiture jusqu'au Palais de l'histoire, puis elle a brûlé : là encore, sans doute la colère des masses. Les fumées attiraient beaucoup de gens. La place Tien An Men était noire de monde.

LES DERNIERS MANIFESTANTS EN CERCLÉS

A partir de 18 heures, le discours de Wou Teh est retransmis, de manière incessante, sur la place. (C'est l'ancien maire de Pékin). Ce discours condamnait les masses et ordonnait la dispersion. A 21 h 30, la répression de la manifestation commença ; subitement, toutes les lumières de la place furent allumées. Puis, du parc des ouvriers et du parc Sun Ya-tsen sortent les contingents de miliciens qui encerclent la place. (Ils étaient cantonnés dans ces parcs depuis le 3 avril au soir). Un ordre catégorique est alors lancé par haut-parleur : il est interdit de bouger, sinon on frappe. Les derniers manifestants sont encerclés groupe par groupe. Les miliciens possèdent des matraques et s'en servent. Il y aura de nombreux blessés. Plus de 200 camarades sont arrêtés. Ils sont emmenés dans les parcs et immédiatement l'interrogatoire commence. On ne sait pas encore s'il y a eu des morts. Mais le peuple réclame aujourd'hui toute la vérité sur cet événement.

Nang : La répression, en tout cas, a été forte. Les gens arrêtés étaient frappés, maltraités. De plus, on les menaçait afin qu'ils gardent le silence et ne rapportent rien aux responsables de leur unité.

DEMAIN LA SUITE
DE NOTRE INTERVIEW

HONORER OU NON LA MEMOIRE DE CHOU EN LAI

Cet événement de Nankin aura une grande influence sur Pékin. Les premières couronnes arrivent place Tien An Men : « Le Nord et le Sud se font écho » disent les masses...

► — Pouvez-vous rappeler quel était le contexte dans lequel a éclaté cet événement ?

Wang : Il y a longtemps déjà que le peuple s'était aperçu des attaques sournoises contre Chou En-lai. Dès janvier 1974, les « Quatre » avaient commencé leur attaque. Mais surtout, il y a eu le décès de notre Premier ministre et l'interdiction, par les « Quatre » de toute réunion d'hommage, d'éloges funèbres, interdiction de couronnes... C'est en cachette que nous avons dû lui rendre hommage. Par la suite, dans les journaux, on remarquait des phrases pernicieuses qui visaient Chou En-lai.

Le jour de l'enterrement, tout le monde avait remarqué que Kiang Tsing avait gardé sa casquette sur la tête, ce qui est une marque d'irrespect. Alors que le peuple était en larmes et plongé dans la douleur, la presse, tenue par les « Quatre », le *Remin Ribao* a consacré peu de lignes à Chou En-lai. La haine et l'indignation du peuple date de loin.

Lai : Toutes les réunions d'hommage à Chou En-lai étant interdites dans les unités de travail, le peuple est descendu dans la rue et a afflué place Tien An Men. La patience du peuple a des limites !

DES COURONNES A FOISON

► — Que s'est-il passé le jour précédant le 5 avril ? Quels étaient les mots d'ordre ? Le contenu des poèmes ?

Li : Les couronnes devenaient de plus en plus nombreuses. Le 30 mars, le groupe théorique du syndicat général de la municipalité de Pékin est venu porter l'éloge funèbre à Chou. En même temps, on pouvait voir apparaître une attaque contre la bande des « Quatre » : « A bas les arrivistes et les conspirateurs au sein du peuple ! ». Cette phrase a créé un grand bouleversement parmi les masses. On venait recopier les poèmes même la nuit, avec une lampe de poche.

A partir du 31 jusqu'au 4, les couronnes affluaient. Il y en avait des milliers et des milliers. Il y avait aussi des slogans, des pancartes, des

éloges funèbres, des poèmes, beaucoup de poèmes. Le 2 avril, il y avait 1 point culminant : l'usine n° 109 avait confectionné 4 grandes pancartes, hautes de 2 mètres et larges d'1 pied, sur lesquelles était écrit ce poème :

« Notre cœur rouge porte des fruits victorieux, notre sang s'épanouit des fleurs révolutionnaires. Si des monstres veulent y distiller du feu venimeux, il ne manquera pas de héros pour les abattre ».

MOBILISATION LE JOUR DE LA FÊTE DES MORTS

Ce poème a eu une grande influence. Les ouvriers avaient défilé de la grande rue Wangfousing à la place Tien An Men. Avec l'aide de camarades, ils ont placardé le poème sur le monument aux héros du peuple. Jusqu'à présent, la plupart des poèmes étaient destinés à la mémoire de notre Premier ministre. A partir de ce moment, il y eut de plus en plus de poèmes contre la bande des Quatre (...). Le peuple était enthousiaste. La joie régnait parmi nous. Nous étions nombreux, très nombreux !

MOBILISATION LE JOUR DE LA FÊTE DES MORTS

Il y eut alors la panique chez les fanatiques des Quatre. Ils ont donné l'ordre d'enlever toutes les couronnes et les poèmes à cinq heures du matin, le 3 avril. Cela, le peuple ne l'acceptera pas : la colère et l'indignation vont monter. Le 3 avril, toute la journée, il y

eut une petite pluie fine. Malgré cela les gens venaient sans interruption. La place était noire de monde. Certains faisaient des discours. D'autres faisaient des lectures publiques des poèmes. Le temps était triste, mais notre cœur aussi : où va la Chine ? Telle était la question. La pluie, c'était les larmes du peuple (...).

Tchang : La fête des morts (le 4 avril) tombait un dimanche. Ce jour-là, la foule était énorme. On rapportait des couronnes pour remplacer celles que les Quatre faisaient enlever la nuit. Mais malgré ce monde, il régnait un ordre parfait. Les bicyclettes stationnées aux alentours n'ont pas été volées. La foule affluait sans interruption, du matin au soir. Les bus étaient bondés. J'ai dû attendre un bus plus de trois heures. Sur la place, les gens donnaient lecture, chantaient et apprenaient aux autres, des chansons révolutionnaires qu'ils avaient composées. Il y avait deux grandes grappes de ballons avec des mots d'ordre : « Menons la révolution jusqu'au bout ». « Nous pensons toujours au Premier ministre Chou En-lai ».

Lai : Comme chaque nuit, les couronnes étaient enlevées par les Quatre, les ouvriers d'une usine de Pékin ont fait deux couronnes en acier de 500 kilos chacune (hautes de six mètres) ! Cela vous donne une idée de la colère des masses.

5 AVRIL : LES COURONNES ENLEVÉES !

Li : De deux heures à quatre heures du matin, le 5

avril, il est arrivé des dizaines de camions militaires, d'où sont descendus des soldats armés. Ils ont jeté les couronnes dans les camions. Ils avaient même une grue pour enlever les couronnes de 500 kilos. Cependant, il y avait des camarades sur place, restés pour garder les couronnes. Beaucoup de jeunes pleuraient devant un tel spectacle : les portraits de Chou En-lai brisés, déchirés dans les camions. En deux heures, ils ont tout rafflé. Les camarades sur place, pas assez nombreux, n'ont pu empêcher le départ des couronnes. Certains, cependant, ont essayé. Ils ont été arrêtés, et enfermés dans le bâtiment de la milice de Pékin, situé sur la place.

Les autres sont repartis dans leur unité demander du secours. A cinq heures du matin, des milliers et des milliers de gens sont accourus. Ils criaient des mots d'ordre : « Rendez-nous nos camarades », « Rendez-nous les fleurs du Premier ministre ». Dans la foule, il y eut soudain un type qui a crié : « Vous honorez la mémoire de Chou En-lai : savez-vous que c'est le plus grand responsable engagé dans la voie capitaliste ? ». Puis il s'enfuit. Les gens le poursuivirent et le rattrapèrent devant le palais du peuple. Dans la journée, il y a eu deux ou trois autres provocateurs de ce genre, envoyés par les Quatre, pour semer des troubles.

DES INCENDIES : PROVOCATIONS OU COLERE DU PEUPLE

Vers douze heures, il y avait au moins cent mille

Les photos inédites du 5 avril

Les ouvriers de l'usine 109 portant des banderoles. ►



△ « Rendre hommage au premier ministre, « Mener la Révolution jusqu'au bout ».



△ Une couronne en acier ; poids 500 kg.

► L'invasion du Palais du Peuple. ►



IRAN

LE SHAH S'EN VA

Les manifestations sont maintenant permanentes en Iran. 200 000 personnes se sont rassemblées à l'occasion de la réouverture de l'Université de Téhéran, les discours de Sandjabi leader du Front national et de l'Ayatollah Taleghani étaient retransmis par haut-parleur. L'armée présente autour du campus n'est pas intervenue. Qui plus est, on voit maintenant circuler des camions mi-

litaires armés des portants de l'ayatollah Khomeiny. Des soldats, des policiers arborant des œillets sur leur uniforme, fraternisent avec les manifestants, scandant des mots d'ordre. D'autre part, les désertions se multiplient.

Cela ne fait plus de doute aujourd'hui, le Shah est sur le point de quitter son pays. Il partirait au plus tard jeudi.

Face au conseil de régence formé par Bakhtiar, l'Ayatollah Khomeiny aurait mis en place un «conseil de la révolution islamique» qui serait composé du docteur Yazdi, Sadegh Ghothzadeh et Fazlollah Bani Sadr, de l'ingénieur Mendi Bazabgaw membre du Front national et du général Maddani, ancien commandant en chef adjoint de la Marine.

Cette initiative créerait une véritable situation de «double pouvoir» et elle rendrait quasi impossible la mission de Chapour Bakhtiar. Toutefois, dans l'entourage de Khomeiny on se refuse à confirmer cette initiative, et l'Ayatollah n'aurait tenu aucun propos à ce sujet.

Celui-ci vient de renouveler sa crainte : «La menace d'un coup d'Etat militaire plane sur l'Iran». Le départ du Shah ne serait pas accepté par une partie de l'armée.

Le 16 janvier 1969, Jan Palach, étudiant tchécoslovaque, se suicidait par le feu sur la place Venceslas, à Prague, pour protester contre l'invasion de son pays par les chars soviétiques, un an et demi plus tôt. A l'approche du dixième anniversaire de sa mort, le quotidien officiel tchécoslovaque vient de bâtir une fable : cet acte héroïque ne serait autre qu'un complot de la droite. Les serviteurs de Brejnev n'ont point de honte.

● Tchécoslovaquie

De passage en Roumanie, alors qu'il se rendait en Bulgarie, Brejnev a été accueilli par un secrétaire du Comité central du parti roumain. Le fait que le chef de l'Etat, Nicolas Ceaucescu, ne se soit pas déplacé à cette occasion, est interprété comme un signe de la froideur des relations entre Bucarest et Moscou.

● Roumanie

Le 2 janvier, assassinat à San Sebastian de l'adjoint du gouvernement civil (préfet), J. M. Herrera.

PAYS - BASQUE

LE GOUVERNEMENT COINCÉ ENTRE L'ETA ET L'ARMÉE

— Le 2 janvier, assassinat à San Sebastian de l'adjoint du gouvernement civil (préfet), J. M. Herrera.

— Le 3 janvier, c'est le tour du général Ortin Gil.

De toute évidence, la tactique de l'ETA consiste au premier chef à radicaliser la situation politique et à empêcher la conclusion des formules de compromis mises en œuvre pour résoudre le problème basque.

Or, ces actions interviennent dans un contexte politique où la liberté de manœuvre du gouvernement est très limitée : il vient de convoquer pour le 1^{er} mars des élections générales où son existence est en jeu. Du même coup, tout le processus d'établissement de l'autonomie basque se trouve «gelé» jusque-là et même jusqu'aux élections municipales qui doivent suivre.

REPRESSION PAR LA BANDE

En sens inverse, Suarez se trouve dans l'impossibilité de recourir à la «solu-

tion» habituelle de Madrid : l'état d'exception plus inefficace que jamais. Aussi, dans un premier temps, s'est-il refusé à prendre de nouvelles mesures de répression, se contentant d'aiguillonner les brigades spéciales du commissaire Conesa et de s'en prendre aux réfugiés basques dans les Pyrénées atlantiques. A la suite de son voyage à Paris, le ministre des Affaires étrangères Oreja a obtenu que leurs cartes de réfugiés ne soient pas renouvelées.

Cette décision intervient alors qu'au Pays Basque Nord, le terrorisme est toujours venu de l'extrême droite, quand ce n'était pas de la police espagnole et, bien entendu, n'a jamais été réprimé. Dernière en date de ces exactions : l'attentat qui a visé à Saint Jean-de-Luz, un ex-militant de l'ETA : Gallastegui di Peixoto, et qui serait

gouverneur militaire de Madrid, tué en plein centre de la capitale.

— Samedi 13 janvier, deux gardes civils étaient tués à Azcoitia, au Pays Basque.

Et il faut ajouter l'assassinat revendiqué par les GRAPO (organisation terroriste espagnole), le 9 janvier du juge Cruz, du tribunal suprême.

l'œuvre de l'«Alliance apostolique, anti-communiste». Peixoto est aujourd'hui entre la vie et la mort à l'hôpital de Bayonne.

REMOUS DANS L'ARMÉE

Dans sa politique, Suarez se heurte à d'importants obstacles. D'abord, l'incapacité de sa police à endiguer jusqu'à présent les flots d'attentats qui se succèdent, malgré l'arrestation de plusieurs dirigeants présumés de l'organisation séparatiste basque. Ensuite, la grogne de plus en plus manifeste de l'armée et de la police : à l'enterrement du général Ortin on a réclamé la démission du gouvernement et, malgré une ferme reprise en main du roi lui-même, plusieurs démissions de responsables militaires de la police armée sont intervenues.

UN ETAT DE SIEGE DE FAIT ?

Suarez s'est donc vu contraint de revenir partiellement sur sa position antérieure et a décidé d'envoyer 10 000 policiers supplémentaires au Pays Basque. Ce faisant, n'est-il pas en train d'aboutir à un état d'exception de fait, ce qui ne manquerait pas de produire de vives réactions du peuple basque ? Déjà, une manifestation anti-nucléaire d'un millier de personnes a été violemment réprimée dimanche : à San Sebastian, on a de nouveau entendu le bruit mat des balles en caoutchouc, un manifestant a été blessé.

Mercredi, c'est à Saint Jean-de-Luz dans les Pyrénées atlantiques qu'une manifestation est convoquée, contre le terrorisme d'extrême-droite qui a frappé Gallastegui.

Frédéric FERRER

téléphonez
au
quotidien

636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LA GRANDE - BRETAGNE PARALYSEE PAR LA GREVE DES CAMIONNEURS

Le puissant mouvement de grève lancé par le syndicat des ouvriers du transport (T.G.W.U.) a été rejoint samedi par un deuxième syndicat, le United Road Transport Union, ce qui porte à 100 000 le nombre des chauffeurs en grève. Si actuellement, la grève ne pose pas de problèmes majeurs pour l'ap-

provisionnement en produits alimentaires (les supermarchés disposant de stocks suffisants pour tenir une semaine), les problèmes risquent de se poser avec la grève des chemins de fer décidée pour mercredi.

Les camionneurs, qui continuent par ailleurs d'assurer les livraisons vitales (médicaments, aliment de bétail, mazout pour le chauffage), réclament une augmentation de salaire de 22 % de façon à obtenir un salaire hebdomadaire de 600 F. Les patrons des transports proposent une augmentation de 15 %, dépassant ainsi le pacte social qui limite les augmentations de salaire à 5 %.

Cette grève pourrait constituer un échec grave pour le mouvement travailliste : selon le *Financial Times*, cette crise «est la plus grave que la Grande-Bretagne ait connue depuis la grève des mineurs de 1974». Le chômage technique consécutif à la grève des camionneurs a touché la semaine dernière un million de travailleurs. Dans les jours qui viennent, le chiffre pourrait atteindre 3 millions. Le gouvernement Callaghan résistera-t-il à cette remise en cause directe de sa politique d'austérité ?

F.R.

DANGER DE GUERRE SOVIETIQUE

Dans une lettre ouverte adressée au Président Carter, 170 généraux et amiraux américains (parmi lesquels l'ancien chef d'état-major de la marine, l'ancien commandant des forces américaines en Europe et l'ancien chef des renseignements de l'armée de l'air) font part de leur inquiétude face à «la supériorité militaire que l'URSS cherche à acquérir». Ces officiers supérieurs indiquent dans leur appel les 3 «objectifs impériaux» visés par l'URSS selon eux : la neutralisation de l'Europe en la coupant de ses sour-

ces en pétrole, l'encerclement de la Chine et l'isolement des Etats-Unis. La lettre indique que l'influence soviétique s'est étendue en Méditerranée orientale, dans la Mer Rouge et dans le golfe arabo-persique, que l'Afghanistan est tombé sous le contrôle de l'URSS, qui par ailleurs se sert des mercenaires cubains pour servir «la politique soviétique en Angola, en Ethiopie, au Zaïre, en Syrie et au Liban». La conclusion de l'appel est une demande à Carter, de rétablir «l'équilibre militaire indispensable» et à appu-

yer cette exigence dans les négociations SALT qui se déroulent actuellement.

Après avoir étudié les plans militaires du Pacte de Varsovie, les services français du ministère de la Défense se montrent eux aussi préoccupés par les capacités militaires soviétiques. Dans leur rapport qu'ils viennent de publier, ils indiquent notamment : «Une attaque continentale par surprise déclenchée par le Pacte de Varsovie est de plus en plus possible...». A l'appui de cette conclusion ils indiquent

ces quelques chiffres : de 1966 à 77, le nombre des divisions soviétiques s'est accru de 20 %, les effectifs militaires de 39 %, les chars de 30 % et le nombre des pièces d'artillerie doublé. Selon ces évaluations, une partie des forces aériennes et terrestres du Pacte de Varsovie suffit pour une première phase de l'attaque surprise et peut être prête en 48 heures. Les forces navales, dont la mise en œuvre nécessite des délais plus importants seraient prêtes en 4 jours. Les forces du Pacte de Varsovie seraient en mesu-

re d'atteindre le Rhin en 48 heures et de menacer par exemple, les ports britanniques en moins d'une semaine. D'où l'importance des moyens de surveillance qui peuvent repérer tout mouvement de troupe important ; le rapport indique qu'à cet effet la France, outre la construction de son propre avion-radar, compte lancer un satellite d'observation ; ce projet recevra en 1979 des crédits supplémentaires importants.

- 170 généraux américains inquiets de la supériorité militaire soviétique
- Les forces du Pacte de Varsovie peuvent atteindre le Rhin en 48 heures

«GARDAREM LO PSU»... MAIS POURQUOI FAIRE ?

● Saint-Etienne, de notre correspondante — Le 11^e congrès du PSU, qui s'est achevé dimanche soir à Saint-Etienne, a avalisé la ligne de «confrontation» avec les partis de gauche suivie pendant la

Les 420 délégués avaient en fait à se prononcer entre diverses conceptions du rôle de «rassembleur des forces autogestionnaires» que le PSU s'attribue. Pour la majorité qui s'est décidée ce week-end, cela signifie avant tout «mener un débat privilégié avec les organisations qui se réclament de l'autogestion». Au premier plan de celles-ci, la CFDT et le PS, mais aussi le PCF, puisque celui-ci déclare s'être rallié à cette notion. Huguette Bouchardeau, qui succède à Michel Moussel à la tête du PSU, s'étonnait que «l'on parle beaucoup du regroupement des autogestionnaires, mais jamais de la CGT». Tout en rappelant que le PSU avait dénoncé les «insuffisances» du Programme commun, elle déclarait : «Comment pourrions-nous refuser d'être présents dans un débat pour l'union de ces forces, quand nous savons que si elle ne se fait pas, c'est le pouvoir de l'argent qui continuera de régner ?»

Ce courant espère donc, par le débat «avec les autres forces de gauche, permettre au courant autogestionnaire de prendre toute sa place dans la lutte politique institutionnelle».

Mais l'unité sur ces conceptions n'est pas évidente, et le débat est chaud entre ceux qui, comme Gollet et Hercet, souhaitent établir des relations privilégiées avec le courant Rocard, courant qui, selon eux, «se trouve en situation de créer les conditions de changement politique» et ceux qui, comme Huguette Bouchardeau, reprochent à ce courant de «ne pas remettre en cause les contraintes du marché mondial».

Cela n'a d'ailleurs pas empêché ces adversaires d'une soirée de se retrouver sur une seule et même liste majoritaire, cependant qu'en marge du Congrès Moussel déclarait dans les couloirs que «l'apparition de Rocard sur la scène a mis le projecteur sur des problèmes qui sont aussi ceux du PSU. Il nous paraît important de profiter de ces lumières pour pousser le débat, ce qui ne veut pas dire que nous chanterons la même chanson».

UNE CRITIQUE AVORTÉE DES PARTIS DE GAUCHE

En face de cette tendance majoritaire, la «sensibilité» Ker regrou-



Moussel, sortant et Huguette Bouchardeau, la relève : de moins en moins de monde à diriger.

pée autour d'un texte de la Fédération de l'Essonne et de Boulogne, refusait de continuer à jouer «le rôle de porteur d'eau de la gauche que le PSU joue depuis quatre ans». Un porte-parole de cette tendance a rappelé à la tribune les conclusions tirées par le Congrès de Limoges du PSU et le projet tracé dans le livre de Moussel, *l'Utopie réaliste*.

«Un tel projet, remettant en cause le productivisme, la hiérarchie, l'exploitation, ne saurait s'accorder à ceux de la gauche» déclarait-il. Le courant Ker réclame une stratégie autonome «pour le projet alternatif du PSU». Il réclame «l'abandon de tout suivisme à l'égard de la gauche», mais sans faire d'analyse satisfaisante des projets politiques des partis de gauche.

Le Congrès a d'ailleurs renoncé à entamer la discussion sur la nature «capitaliste ou non» du projet du PCF, «débat, a dit le rapporteur de la commission, dont on ne serait pas sorti».

LA DEMOCRATIE MALADE DE L'AUTOGESTION

C'est donc une grande confusion qui a présidé aux débats. En fait, dès vendredi soir, les jeux étaient faits, et les deux journées qui ont suivi ont vu un désintérêt croissant de la part des délégués, surtout flagrant chez les dirigeants, engagés dans des conversations de couloir, et maintes fois rappelés à l'ordre par le président de séance.

Le Congrès s'est prononcé à la quasi-unanimité pour la présentation d'une candidature autogestionnaire autonome aux présidentielles,

campagne électorale et décidé d'œuvrer au «rassemblement des forces autogestionnaires» à travers «des campagnes pour le contrôle ouvrier et le contrôle populaire».

mais n'a pas pu prendre de décision pour l'élection du Parlement européen, la moitié des mandats étant réservée. Il n'était pas rare de voir un délégué se lever pour protester contre l'obligation qui lui était faite de voter sans savoir sur quoi.

Le courant C (communiste autogestionnaire) après s'être vu refuser sur des questions de procédure un vote sur le prétendu «nouveau clivage entre compétents et exécutants», s'est quasiment retiré des débats, mais non, a-t-il précisé, du PSU sauf deux des siens qui lancent un appel pour la création d'un «centre de réflexion autogestionnaire».

Si la traditionnelle di-

vision en courants du PSU est loin d'être terminée, ce Congrès a donné le spectacle, parfois difficile à suivre, de leur recomposition. L'élection de la Direction politique nationale, devant une salle aux 2/3 vide, a donné 37 sièges au courant Moussel-Bouchardeau, 24 au courant de Ker, 9 aux «communistes autogestionnaires». Le «parti de l'autogestion» a dû, en dernière minute, revoir la présentation des régions, qui n'ont trouvé place, pour la Bretagne et la Provence, que grâce au retrait de représentants de courants minoritaires. «Gardarem lo PSU» a conclu Huguette Bouchardeau. Mais dans quel état ?

Une action des autonomes à Paris : 4 arrestations

Les autonomes ont manifesté samedi dernier, à une trentaine, au cours d'une action qui n'aura duré qu'une quinzaine de minutes, dans le quartier de la gare Saint-Lazare. Scandant : «Contre la vie chère, autonomie, offensive !», le groupe parcourait les rues commerçantes, où à l'aide de barres de fer et de cocktails Molotov, brisait plusieurs vitrines. Six flics qui tentaient d'intervenir étaient blessés, tandis qu'un groupe de militants fascistes du PFN qui diffusait sa presse livrait à la police des membres du groupe autonome, non sans les avoir tabassés. Quatre manifestants ont été interpellés et comparaisaient ce lundi devant la 23^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris, aux

flagrants délits au titre de la loi anti-casseurs.

L'action était revendiquée par les «Brigades autonomes révolutionnaires». Si les autonomes ont ainsi prouvé leur volonté d'assumer leur autonomie, plutôt que de parasiter les manifestations syndicales ou politiques, l'efficacité de telles actions reste inopérante face aux objectifs fixés ; on voit mal comment elles permettent de lutter contre la vie chère. Souvent révoltés sincères, les autonomes et leurs actions d'éclats n'en restent pas moins marginaux. Le pouvoir par contre y trouve à cette occasion le moyen de roder ses lois scélérates, telle celle dite «anti-casseurs» et de préparer l'opinion publique à une répression plus ferme contre les révolutionnaires.

AFFA Montreuil : la grève continue

Un comité de grève est mis en place

Le vendredi 12 janvier, les grévistes ont voté la poursuite de la grève, à une très grande majorité, lors d'un vote à bulletins secrets. L'assemblée générale de mardi devait décider de la suite à donner au mouvement. Par ailleurs, les grévistes viennent d'apprendre la nomination d'un nouveau directeur. On peut se poser des questions sur la signification de ce changement. Une délégation des grévistes a été reçue par M. Burgs, du cabinet de Chaban Delmas qui tout en se refusant à appuyer le contre projet des grévistes, a déclaré ne pas voir l'utilité du transfert de l'AFFA à Bordeaux... Ce monsieur est pour le moins prudent.

Sur place, la grève s'organise. Les grévistes participent aux différentes commissions mises en place : commission information, relations avec les pouvoirs publics, suggestions et idées, relations avec les centres de formation, conduite de l'occupation. Témoignant la volonté des grévistes de prendre eux-mêmes leurs affaires en mains, les grévistes ont

voté à la quasi-unanimité le principe de la constitution d'un comité de grève, venant élargir l'intersyndicale composée de 16 membres, avec 4 grévistes, «inorganisés». Ce comité devait être élu lors de l'A.G. de lundi.

Un certain nombre de centres de formation ont débrayé en solidarité. Des délégations de ces centres viennent affirmer leur soutien aux employés qui occupent le Centre à Montreuil. Ce mardi, dans toute la France, un débrayage général des centres est prévu.

A l'assemblée générale de vendredi a été lancé un appel à la solidarité avec les 150 grévistes de la SCO, entreprise de Montreuil faisant l'objet d'une procédure de liquidation. Les travailleurs ont décidé d'occuper, vendredi dernier, quand ils se sont aperçus que les patrons déménageaient les machines en douce...

Les grévistes de l'AFFA s'organisent, popularisent leur lutte, et font le lien avec les autres luttes en cours.

PCUK (Pierre Bénite)

Encore 3 fuites d'acroléine en 15 jours

● Lyon, de notre correspondant. — La production d'acroléine à l'unité de PCUK de Pierre-Bénite a repris le 20 décembre. Rappelons qu'elle avait été suspendue après l'accident du 12 octobre, au cours duquel plusieurs habitants d'Oullins, localité proche, avaient été sérieusement intoxiqués par une fuite d'acroléine dans l'atmosphère.

Le redémarrage de l'unité, après autorisation préfectorale, a suscité de vives protestations chez les syndicalistes et les habitants de l'endroit. Il faut dire qu'il y a de quoi : depuis le 20 décembre, la production a dû être arrêtée trois fois en catastrophe : le 21, où des fuites de gaz sont apparues sur des réacteurs, le 27, où des scories transportées par le gaz touchaient le pare-flamme de protection de la tête de torche, et le 1^{er} janvier, quand le gel, détériorant certains joints, des fuites se produisirent, heureusement vite décelées.

Il est clair que la direction de l'usine de PCUK Pierre-Bénite, tient absolument au redémarrage de l'unité, quelles que soient les conditions. Depuis la fuite d'octobre, aucune modification n'a été appor-

tée sur les installations. Déjà, le 11 décembre, la CGT et la CFDT déclaraient, dans une lettre à la direction : «Aucune modification sérieuse, empêchant tout renouvellement de ce genre d'incident (tel celui du 12 octobre, NDLR), n'est prévue avant le prochain démarrage».

De son côté, le comité de lutte pour l'emploi, la santé et la sécurité a envoyé plusieurs lettres au préfet quant au redémarrage éventuel et au stationnement des wagons d'acroléine. Il a également engagé une procédure judiciaire pour faire annuler la décision préfectorale. Mais avant qu'il a engagé un travail de mobilisation et de formation dans le quartier d'Oullins et de Pierre Bénite, avec la participation de syndicalistes de PCUK.